

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Mirabel | 74005 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jeannic D'Aoust, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Mirabel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature Jeannic D'Aoust Date 6 mai 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Fonds local d'investissement	30
Fonds local de solidarité	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	44
Analyse des charges consolidées	56

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Mirabel,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE MIRABEL (la « Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE MIRABEL au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La direction de la Ville a comptabilisé à son rapport financier consolidé pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, suite à une résolution du conseil en ce sens, une affectation d'un montant de 4 885 367 \$ à une réserve financière pour une fin d'urgence et imprévu. Le règlement municipal concernant la constitution de cette réserve financière ne permet pas l'affectation d'un montant supplémentaire à 1 000 000 \$ et par le fait même ce traitement comptable constitue une dérogation aux directives en terme de présentation de l'information financière municipale à des fins fiscales prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) tel qu'indiqué dans le Manuel de la présentation de l'information financière municipale. Si la direction de la Ville n'avait pas comptabilisé cette affectation, le poste « Affectations - Réserves financières et fonds réservés » et l'« Excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales » présentés à la page S13 du rapport financier consolidé auraient été augmentés de 4 885 367 \$, le poste « Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté » présenté aux pages S15 et S23 aurait été augmenté de 4 885 367 \$ et le poste « Réserves financières et fonds réservés » présenté aux pages S15 et S23 aurait été diminué de 4 885 367 \$.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE MIRABEL inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés

Mélanie Therrien

Mélanie Therrien, CPA auditrice, CA
Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.
Blainville, le 6 mai 2021.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	67 160 700	67 558 419	63 453 029
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 363 500	2 428 935	2 090 225
Quotes-parts	3			
Transferts	4	14 520 468	14 772 518	3 416 432
Services rendus	5	7 201 962	6 077 498	7 452 802
Imposition de droits	6	9 183 300	12 245 801	9 749 587
Amendes et pénalités	7	3 766 000	3 472 236	3 428 466
Revenus de placements de portefeuille	8	766 800	611 158	1 075 843
Autres revenus d'intérêts	9	942 000	555 934	920 834
Autres revenus	10	11 631 000	10 343 462	7 539 135
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	117 535 730	118 065 961	99 126 353
Charges				
Administration générale	14	9 314 500	8 578 235	8 409 379
Sécurité publique	15	18 548 200	17 322 854	17 087 067
Transport	16	25 786 200	23 701 952	21 713 204
Hygiène du milieu	17	25 134 400	24 052 169	22 385 523
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	5 330 000	5 888 197	5 815 480
Loisirs et culture	20	16 090 660	13 200 969	15 405 635
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 677 174	2 589 610	2 675 574
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	102 881 134	95 333 986	93 491 862
Excédent (déficit) de l'exercice	25	14 654 596	22 731 975	5 634 491
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		315 259 306	309 624 815
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		315 259 306	309 624 815
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		337 991 281	315 259 306

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	31 195 181	17 825 958
Débiteurs (note 5)	2	26 306 515	21 299 835
Prêts (note 6)	3	513 640	78 516
Placements de portefeuille (note 7)	4	24 303 532	32 857 322
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	628 254	
	8	82 947 122	72 061 631
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	28 888 190	26 715 959
Revenus reportés (note 12)	12	12 225 267	10 404 816
Dette à long terme (note 13)	13	104 402 668	95 195 831
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	4 345 000	3 520 000
Autres passifs (note 14)	15		
	16	149 861 125	135 836 606
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(66 914 003)	(63 774 975)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	404 126 102	378 265 752
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	645 810	645 810
Stocks de fournitures	20	29 654	36 122
Autres actifs non financiers (note 18)	21	103 718	86 597
	22	404 905 284	379 034 281
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	337 991 281	315 259 306

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	14 654 596	22 731 975	5 634 491
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	78 122 000)	46 172 628)	25 962 467)
Produit de cession	3	40 000	105 457	37 548
Amortissement	4	21 576 000	20 196 426	19 585 905
(Gain) perte sur cession	5	(40 000)	10 395	(1 048)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(56 546 000)	(25 860 350)	(6 340 062)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			730 517
Variation des stocks de fournitures	10		6 468	(4 503)
Variation des autres actifs non financiers	11		(17 121)	132 967
	12		(10 653)	858 981
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	(41 891 404)	(3 139 028)	153 410
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(63 774 975)	(63 928 385)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(63 774 975)	(63 928 385)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(66 914 003)	(63 774 975)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	22 731 975	5 634 491
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	20 196 426	19 585 905
Autres			
▪ Réduction de valeur	3	80 595	39 238
▪ Perte(gain)cession immos	4	10 395	(1 048)
	5	43 019 391	25 258 586
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(5 006 680)	2 666 992
Autres actifs financiers	7	(628 254)	1 125 347
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	2 172 231	3 054 917
Revenus reportés	9	1 820 451	2 344 885
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	825 000	240 000
Propriétés destinées à la revente	11		730 517
Stocks de fournitures	12	6 468	(4 503)
Autres actifs non financiers	13	(17 121)	132 967
	14	42 191 486	35 549 708
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(46 172 628)	25 962 467
Produit de cession	16	105 457	37 548
	17	(46 067 171)	(25 924 919)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(554 417)	109 917
Remboursement ou cession	19	34 376	118 480
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	238 286
Cession	21	8 558 112	
	22	8 038 071	(229 723)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	24 522 918	25 508 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(15 235 052)	24 500 481
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(81 029)	(249)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	9 206 837	1 007 270
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	13 369 223	10 402 336
Solde déjà établi	31	17 825 958	7 423 622
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	17 825 958	7 423 622
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	31 195 181	17 825 958

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Mirabel a été constituée, le 1er janvier 1971, en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part attribuée à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Cette consolidation se fait ligne par ligne. La Régie intermunicipale du parc du Domaine-Vert est consolidée à un taux de 25 %.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Le produit de cession de propriétés destinées à la revente est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Ville de Mirabel, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction. Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur nette de réalisation des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Le principal élément pour lequel une estimation importante a été effectuée est l'obligation au titre des prestations constituées pour les régimes de retraite à prestations déterminées. Pour estimer ce montant, la direction doit formuler diverses hypothèses qu'elle considère raisonnables, notamment à l'égard des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité. Elle prend aussi en considération le niveau des futures augmentations de salaires et l'âge de retraite des employés. Toute modification apportée aux hypothèses pourrait avoir une incidence importante sur l'excédent (déficit) et sur la situation financière de la Ville. La charge liée aux prestations de retraite du personnel pourrait augmenter ou diminuer au cours d'exercices à venir de la manière décrite dans la méthode comptable sur les avantages sociaux futurs. Les renseignements relatifs aux montants de cette obligation apparaissent à la page S24.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements de portefeuille dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements

Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût propre.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Bâtiments :

Bâtiments	40 ans
Rénovations majeures	15 ans

Infrastructures :

Eau potable et eaux usées	35 ans
Système d'éclairage des rues, parcs	20 ans
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	15 et 30 ans
Autres infrastructures	10 et 35 ans

Ameublement et équipement de bureau :

Meubles et ameublements	10 ans
Équipements informatiques	5 ans

Machinerie, outillage, équipement et véhicules

Camions de pompiers	20 ans
Machinerie lourde	10 ans
Autres	3,5 et 10 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux et du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques, sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime volontaire d'épargne-retraite (RVER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- Plan d'incitation et de reconnaissance (volet 1 et volet 2);
- Programme supplémentaire de retraite.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, tel que décidé par la Ville en vertu des mesures d'allègement, cette dépense constatée à taxer ou à pourvoir ne sera pas amorti annuellement sur la DMERCA;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour gains/pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées: au terme de DMERCA du 31 décembre 2008 (14 ans);

- à titre de mesure d'allègement pour excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : s.o.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

- pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

des états financiers.

H) Instruments financiers

S/O.

I) Autres éléments

Dépenses reportées

Les frais d'émission des emprunts à long terme sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 %.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont constitués de dépôts à terme et d'obligations. Les dépôts à terme ont des taux qui varient de 1,52 % à 1,95 %.

Affectation

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	31 195 181	17 825 958
Découvert bancaire	2 ()	(
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	31 195 181	17 825 958
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	1 319 867	827 374
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	5 163 000	14 395 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	4 089 182	3 324 260
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	12 261 940	9 125 015
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	3 904 715	3 074 113
Organismes municipaux	15	240 189	237 545
Autres			
▪ Entreprises et individus	16	2 890 809	3 808 769
▪ Droits de mutation	17	2 919 680	1 730 133
	18	26 306 515	21 299 835
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	5 521 792	6 228 278
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	5 521 792	6 228 278
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	1 189 043	1 101 538

Note**6. Prêts**

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪ Prêts aux entreprises	26	513 640	78 516
▪	27		
	28	513 640	78 516
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	22 773	22 775

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	318 402	314 080
Autres placements	31	23 985 130	32 543 242
	32	24 303 532	32 857 322
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	10 800 000	14 800 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(1 693 000)	(858 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(2 652 000)	(2 662 000)
	37	(4 345 000)	(3 520 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 529 000	3 109 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	196 000	289 000
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	37 812	24 108
Régimes de retraite des élus municipaux	42	141 730	118 543
	43	2 904 542	3 540 651

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44	628 254	
Autres	45		
	46	628 254	

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville de Mirabel dispose d'une marge de crédit de 8 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2020, la marge de crédit est inutilisée.

11. Crédoeurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	8 508 356	8 615 358
Salaires et avantages sociaux	48	5 677 437	4 944 763
Dépôts et retenues de garantie	49	13 026 633	11 559 037
Provision pour contestations d'évaluation	50	70 280	381 760
Autres			
▪ Gouvernements et entreprises	51	483 859	323 056
▪ Intérêts courus sur la dette	52	406 781	396 716
▪ Organismes municipaux	53	714 844	495 269
▪	54		
▪	55		
	56	28 888 190	26 715 959

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	5 383 168	4 677 377
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59	292 693	158 037
Fonds parcs et terrains de jeux	60	4 563 727	4 181 659
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63	759 800	
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65	429 864	317 339
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66	135 598	144 489
Autres			
▪ Transferts	67	284 751	372 317
▪ Autres	68	375 666	553 598
▪	69		
▪	70		
	71	12 225 267	10 404 816

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,70	3,45	2021	2028	72	103 851 375	95 253 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76	1 232 568	519 950
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79	30 300	53 427
					80	105 114 243	95 826 377
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(711 575)	(630 546)
					82	104 402 668	95 195 831

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2021	83	18 708 875		300	18 709 175
2022	84	16 274 750			16 274 750
2023	85	10 996 000			10 996 000
2024	86	32 638 750			32 638 750
2025	87	11 345 000			11 345 000
2026 et plus	88	13 888 000		1 262 568	15 150 568
	89	103 851 375		1 262 868	105 114 243
Intérêts et frais accessoires	90	()	()	()	()
	91	103 851 375		1 262 868	105 114 243

Note

14. Autres passifs

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note

15. Actifs financiers nets (dette nette)

	2020	2019
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	99 (66 914 003)	(63 774 975)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 () ()	() ()
Autres	101 () ()	() ()
	102 (66 914 003)	(63 774 975)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	88 607 769	2 870 709	233 571	91 244 907
Eaux usées	104	167 202 618	5 227 501	13 498	172 416 621
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	168 166 143	10 074 124	1 076 801	177 163 466
Autres					
▪ Autres infrastructures	106	43 430 725	5 830 236	602 988	48 657 973
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	63 744 655	18 189 696	25 341	81 909 010
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	14 796 778	1 397 712	398 068	15 796 422
Ameublement et équipement de bureau	112	3 969 192	181 348	143 532	4 007 008
Machinerie, outillage et équipement divers	113	7 949 198	813 526	44 657	8 718 067
Terrains	114	29 746 103	1 748 249	99 968	31 394 384
Autres	115	2 153 187			2 153 187
	116	589 766 368	46 333 101	2 638 424	633 461 045
Immobilisations en cours	117	9 350 118	(160 473)		9 189 645
	118	599 116 486	46 172 628	2 638 424	642 650 690
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	32 173 583	2 582 531	233 571	34 522 543
Eaux usées	120	63 329 311	4 908 544	13 498	68 224 357
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	62 450 261	6 612 043	1 076 801	67 985 503
Autres					
▪	122	19 377 192	2 229 817	602 987	21 004 022
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	24 296 175	1 979 404	21 349	26 254 230
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	10 091 728	1 010 494	394 705	10 707 517
Ameublement et équipement de bureau	128	2 803 763	288 221	143 532	2 948 452
Machinerie, outillage et équipement divers	129	5 215 401	510 505	36 129	5 689 777
Autres	130	1 113 320	74 867		1 188 187
	131	220 850 734	20 196 426	2 522 572	238 524 588
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	378 265 752			404 126 102
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138	1 274 064	645 810
	139	1 274 064	645 810
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140	628 254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	645 810	645 810

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	142	103 718	86 597
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	103 718	86 597

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée jusqu'en 2025 par contrats pour la collecte, le transport et l'élimination des déchets, des matières organiques et recyclables, également pour le déneigement des chemins et des édifices. Pour les services d'évaluateurs externes jusqu'en 2026. De plus, la Ville s'est engagée par contrats jusqu'en 2042 pour des services intermunicipaux d'approvisionnement en eau potable. Le solde de ces engagements pour ces contrats s'établit à 101 068 000 \$ (les taxes sont incluses dans ce montant si applicables).

Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2021 - 22 231 000 \$
2022 - 16 986 300 \$
2023 - 16 280 400 \$
2024 - 14 737 900 \$
2025 - 8 665 800 \$

20. Droits contractuels

La Ville de Mirabel a conclu des baux à long terme relativement à des structures d'affichage publicitaire et autres, pour un total de 2 175 200 \$. La Ville a également un accord de partenariat concernant le Fonds des régions et ruralité, la somme restante de cette entente est de 300 500 \$.

Les paiements minimums redevables au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

2021 -	853 300 \$
2022 -	429 300 \$
2023 -	412 600 \$
2024 -	400 700 \$
2025 -	320 000 \$

Dans le cadre de ses opérations, la Régie a conclu des accords à long terme échéant jusqu'en 2073 donnant lieu à des droits contractuels. Au cours des cinq prochains exercices, un montant de 1 856 000 \$ sera encaissé. La portion attribuable à la Ville de Mirabel sera de 464 000 \$.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
Centre hébergement Multiservices	350 000	350 000	350 000
148	350 000	350 000	350 000

Cautionnement pour un montant maximum de 350 000 \$ sur une période de 10 ans, relativement à un prêt en faveur du Centre d'hébergement multiservices de Mirabel.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

Bien que d'autres dispositions de la loi SFPR pourraient avoir un impact sur la comptabilisation du Régime, l'effet réel ne sera connu qu'ultérieurement et sera sujet à des négociations futures. Aucune provision n'est faite à cet effet. Les impacts seront comptabilisés lorsque l'entente entre les parties sera intervenue.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et le budget adopté par les organismes contrôlés après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26. Évènement postérieur à la date du bilan

Considérant le fondement de l'opinion avec réserve de l'auditeur, la Ville a donné, le 26 avril 2021, un avis de motion pour modifier le règlement numéro 2028 *Constituant une réserve financière pour une fin d'urgence et imprévu* afin de faire passer le montant de la réserve de 1 000 000 \$ à 6 000 000 \$.

27. Évènements importants

Au mois de mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a décrété une pandémie mondiale due au nouveau coronavirus (COVID-19). Cette situation est en constante évolution et les mesures mises en place ont de nombreux impacts économiques sur les plans mondial, national, provincial et local.

L'incidence globale de ces événements sur la Ville et ses activités est comptabilisée au fur et à mesure qu'ils se réalisent.

28. Informations relatives aux apparentés

La Ville est apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives.

Nous vous informons qu'au cours de l'exercice, la contribution de la Ville à la Corporation pour la protection de l'environnement (CPEM), est de 1 546 700 \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalizations 2019		Budget 2020	Réalizations 2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	62 869 811	65 651 300	66 049 180			66 049 180
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 090 225	2 363 500	2 428 935			2 428 935
Quotes-parts	3					202 172	
Transferts	4	3 133 533	4 312 300	9 410 845		711	9 411 556
Services rendus	5	7 017 774	6 808 300	5 852 860		275 471	6 077 498
Imposition de droits	6	9 243 408	6 967 500	10 546 861			10 546 861
Amendes et pénalités	7	3 428 466	3 766 000	3 472 236			3 472 236
Revenus de placements de portefeuille	8	1 075 843	766 800	611 158			611 158
Autres revenus d'intérêts	9	917 965	940 500	554 761		1 173	555 934
Autres revenus	10	1 620 951	843 800	146 430			146 430
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	91 397 976	92 420 000	99 073 266		479 527	99 299 788
Investissement							
Taxes	13	583 218	1 509 400	1 509 239			1 509 239
Quotes-parts	14						
Transferts	15	281 710	10 207 600	5 360 962			5 360 962
Imposition de droits	16	506 179	2 215 800	1 698 940			1 698 940
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	5 485 684	9 155 700	9 511 342			9 511 342
Autres	18	432 500	1 631 500	685 690			685 690
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	7 289 291	24 720 000	18 766 173			18 766 173
	21	98 687 267	117 140 000	117 839 439		479 527	118 065 961
Charges							
Administration générale	22	8 094 074	8 943 500	8 276 587	301 648		8 578 235
Sécurité publique	23	16 217 793	17 538 200	16 505 447	817 407		17 322 854
Transport	24	14 013 923	17 018 200	15 712 360	7 989 592		23 701 952
Hygiène du milieu	25	14 818 651	17 196 400	16 292 926	7 759 243		24 052 169
Santé et bien-être	26						
Aménagement, urbanisme et développement	27	5 797 357	5 296 000	5 871 387	16 810		5 888 197
Loisirs et culture	28	12 000 895	12 341 900	9 745 246	3 236 859	471 869	13 200 969
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	2 655 694	2 646 700	2 574 619		14 991	2 589 610
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	19 509 467	21 576 000	20 121 559	(20 121 559)		
	33	93 107 854	102 556 900	95 100 131		486 860	95 333 986
Excédent (déficit) de l'exercice	34	5 579 413	14 583 100	22 739 308		(7 333)	22 731 975

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalizations 2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 579 413	14 583 100	22 739 308	(7 333)	22 731 975
Moins : revenus d'investissement	2	(7 289 291)	(24 720 000)	(18 766 173)	()	(18 766 173)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 709 878)	(10 136 900)	3 973 135	(7 333)	3 965 802
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	19 509 467	21 576 000	20 121 559	74 867	20 196 426
Produit de cession	5	37 548	40 000	105 457		105 457
(Gain) perte sur cession	6	(1 048)	(40 000)	10 395		10 395
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	19 545 967	21 576 000	20 237 411	74 867	20 312 278
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	1 861 094	625 000	1 570 247		1 570 247
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	1 861 094	625 000	1 570 247		1 570 247
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	118 480		34 376		34 376
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	39 238		80 595		80 595
	15	157 718		114 971		114 971
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	147 339	275 600	952 354		952 354
Remboursement de la dette à long terme	17	(9 437 285)	(9 544 000)	(9 565 823)	(73 746)	(9 639 569)
	18	(9 289 946)	(9 268 400)	(8 613 469)	(73 746)	(8 687 215)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(2 873 039)	(2 287 300)	(4 268 851)	()	(4 268 851)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	88 467	1 150 200	45 776		45 776
Réserves financières et fonds réservés	22	(2 776 531)	(1 658 600)	(7 571 457)		(7 571 457)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(843 368)		(256 148)		(256 148)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(6 404 471)	(2 795 700)	(12 050 680)		(12 050 680)
	26	5 870 362	10 136 900	1 258 480	1 121	1 259 601
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	4 160 484		5 231 615	(6 212)	5 225 403

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	7 289 291	18 766 173	18 766 173
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	171 784 )(	668 775 )(	668 775)
Sécurité publique	3 (	878 488 )(	375 027 )(	375 027)
Transport	4 (	12 655 774 )(	15 626 223 )(	15 626 223)
Hygiène du milieu	5 (	4 906 168 )(	12 453 929 )(	12 453 929)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	110 714 )(	64 014 )(	64 014)
Loisirs et culture	8 (	7 232 856 )(	16 984 660 )(	16 984 660)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	25 955 784 )(	46 172 628 )(	46 172 628)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	5 231 )(	2 198 501 )(	2 198 501)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	12 (	109 917 )(	554 417 )(	554 417)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	10 729 162	18 669 364	18 669 364
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	2 873 039	4 268 851	4 268 851
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		21 084	21 084
Excédent de fonctionnement affecté	16	682 000	2 678 125	2 678 125
Réserves financières et fonds réservés	17	4 676 937	15 486 208	15 486 208
	18	8 231 976	22 454 268	22 454 268
	19	(7 109 794)	(7 801 914)	(7 801 914)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	179 497	10 964 259	10 964 259

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019		2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	17 576 825	30 998 292	196 889	31 195 181
Débiteurs (note 5)	2	21 256 697	26 278 799	64 216	26 306 515
Prêts (note 6)	3	78 516	513 640		513 640
Placements de portefeuille (note 7)	4	32 857 322	24 303 532		24 303 532
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7		628 254		628 254
	8	71 769 360	82 722 517	261 105	82 947 122
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	26 683 862	28 892 232	32 458	28 888 190
Revenus reportés (note 12)	12	10 391 544	12 222 772	2 495	12 225 267
Dettes à long terme (note 13)	13	94 540 131	103 834 933	567 735	104 402 668
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	3 520 000	4 345 000		4 345 000
Autres passifs (note 14)	15				
	16	135 135 537	149 294 937	602 688	149 861 125
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(63 366 177)	(66 572 420)	(341 583)	(66 914 003)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	18	377 225 885	403 161 102	965 000	404 126 102
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	645 810	645 810		645 810
Stocks de fournitures	20	36 122	29 654		29 654
Autres actifs non financiers (note 18)	21	85 249	102 051	1 667	103 718
	22	377 993 066	403 938 617	966 667	404 905 284
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	7 185 019	10 822 725	193 210	11 015 935
Excédent de fonctionnement affecté	24	4 037 599	2 886 524		2 886 524
Réserves financières et fonds réservés	25	22 958 675	15 070 688	24 258	15 094 946
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 (	831 685 )(	1 118 038 )(		1 118 038)
Financement des investissements en cours	27	(8 922 875)	2 014 620		2 014 620
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	290 200 156	307 689 678	407 616	308 097 294
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	314 626 889	337 366 197	625 084	337 991 281
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Rémunération	1	27 968 200	25 594 185	25 827 695	24 506 234
Charges sociales	2	9 446 900	9 162 742	9 205 240	9 277 385
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5	1 619 100	1 706 031	1 706 031	1 435 327
Autres biens et services	6	31 978 700	27 912 787	28 033 781	28 175 889
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	2 336 800	2 309 570	2 323 850	2 374 793
D'autres organismes municipaux					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	210 300	214 186	214 897	222 906
D'autres tiers	10				607
Autres frais de financement	11	99 600	50 863	50 863	77 268
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	3 654 700	3 781 213	3 528 208	3 306 230
Transferts	13	100 000	76 304	76 304	109 733
Autres	14	4 500	3 644	3 644	2 500
Autres organismes					
Transferts	15	2 907 100	2 487 325	2 487 325	2 560 659
Autres	16				
Amortissement des immobilisations	17	21 576 000	20 121 559	20 196 426	19 585 905
Autres					
▪ Propriétés destinées revente	18	625 000	1 570 247	1 570 247	1 861 094
▪ Réclamations dommages-intérêts	19		88 272	88 272	(34 498)
▪ Autres	20	30 000	21 203	21 203	29 830
	21	102 556 900	95 100 131	95 333 986	93 491 862

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	8 263
Autres revenus	3	7 675
	4	8 263
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	(552)
	7	(552)
Autres charges	8	
	9	(552)
Excédent (déficit) de l'exercice	10	8 265
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE		
Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	846 034
Placements de portefeuille	12	361 096
Débiteurs	13	2 819
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	404 973
Provision pour moins-value	15	(22 773)
	16	382 200
	17	1 231 053
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	18	69 940
Revenus reportés	19	
Dette à long terme	20	1 232 568
	21	1 302 508
Solde du Fonds local d'investissement	22	(71 455)
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE		
Libres - FLI régulier	23	384 546
Libres - Aide d'urgence aux PME	24	461 488
Supportant les engagements de prêts - FLI régulier	25	
Supportant les engagements de prêts - Aide d'urgence aux PME	26	
Supportant les garanties de prêts - FLI régulier	27	
Supportant les garanties de prêts - Aide d'urgence aux PME	28	
	29	846 034
		361 096

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Prêts portant intérêts au taux de 3 % et 6 %, remboursables par versements variables jusqu'en décembre 2024.

Note sur la dette à long terme

Emprunt d'un montant de 519 950 \$ auprès du Gouvernement du Québec, sans intérêt. Un premier versement est prévu le 1er juin 2023, selon le solde du prêt non investi le 31 décembre 2022. Remboursable par la suite en cinq versements annuels et consécutifs effectués le 1er juin de chaque année et ce, à compter du 1er juin 2024.

Second emprunt d'un montant autorisé de 1 001 517 \$ et versé de 734 658 \$ auprès

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

du Gouvernement du Québec, sans intérêt. Le solde du prêt, net des frais de gestion de 3 % est de 712 618 \$. Un premier versement est prévu le 30 avril 2021, selon les sommes non versés dans le cadre du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises. Remboursable le 31 mars 2030 au montant égal à l'évaluation du portefeuille de placements, jusqu'à concurrence du montant prêté.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1 5 257	3 380
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	
Autres revenus	3	250 000
	4	5 257 253 380
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Intérêts sur la dette à long terme	8 600	311
Autres charges	9	
	10	600 311
Excédent (déficit) de l'exercice	11 4 657	253 069
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE		
Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 205 739	268 069
Placements de portefeuille	13	
Débiteurs	14 1 567	
Prêts aux entreprises	15 65 720	
Provision pour moins-value	16 () ()	
	17 65 720	
	18 273 026	268 069
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	19	
Revenus reportés	20	
Dette à long terme	21 15 300	15 000
	22 15 300	15 000
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23	
Excédent (déficit) non affecté	24 257 726	253 069
	25 257 726	253 069
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE		
Libres	26 205 739	268 069
Supportant les engagements de prêts	27	
	28 205 739	268 069

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Prêts portant intérêts à des taux entre 8,3 % et 11,3 %, remboursables par versements variables jusqu'en mai 2026.

Note sur la dette à long terme

Crédit variable d'un montant autorisé de 750 000 \$, solde minimum de 15 000 \$, portant intérêt au taux de 4 %.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**Note sur les autres revenus et les autres charges**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 11 015 935	7 384 441
Excédent de fonctionnement affecté	2 2 886 524	4 037 599
Réserves financières et fonds réservés	3 15 094 946	22 982 933
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (1 118 038)	831 685
Financement des investissements en cours	5 2 014 620	(8 922 875)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 308 097 294	290 608 893
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	7
	8 337 991 281	315 259 306

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 10 822 725	7 185 019
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10 193 210	199 422
	11 11 015 935	7 384 441

Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪ S.Affectés exercices suivants	12 2 826 800	3 998 000
▪ Promotion résidentielle	13 59 724	39 599
▪	14	
▪	15	
▪	16	
▪	17	
▪	18	
▪	19	
▪	20	
	21 2 886 524	4 037 599
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
▪	22	
▪	23	
▪	24	
	25	
	26 2 886 524	4 037 599

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Complexe aquatique	27	7 895 717
▪ Urgence et imprévu	28	5 787 146
▪ Assainissement des eaux	29	551 969
▪ Transport collectif	30	1 953 211
▪	31	
	32	8 292 326
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	4 935 517
Organismes contrôlés et partenariats	38	10 179 172
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	134 085
Organismes contrôlés et partenariats	40	370 859
Montant non réservé		
Administration municipale	41	617 035
Organismes contrôlés et partenariats	42	24 258
Fonds local d'investissement	43	778 913
Fonds local de solidarité	44	207 306
Autres		
▪ Filaction	45	105 506
▪	46	
	47	6 802 620
	48	15 094 946
		11 981 623
		22 982 933

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (243 000)	(345 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Autres	52 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()	()
	54 (243 000)	(345 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()	()
Autres	58 ()	()
▪	59 ()	()
▪	60 (243 000)	(345 000)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 ()	()
Autres	66 ()	()
▪	67 ()	()
▪	68 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (420 037)	(256 471)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (1 247 868)	(534 950)
Autres	72 (15 000)	(15 000)
▪ Dette lt liée à Filaction	73 ()	()
▪	74 (1 682 905)	(806 421)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 395 367	241 220
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77 412 500	78 516
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
▪	80 807 867	319 736
▪	81 (1 118 038)	(831 685)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	7 926 677	43 606
Investissements à financer	83 (	5 912 057 )(	8 966 481)
	84	2 014 620	(8 922 875)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	404 126 102	378 265 752
Propriétés destinées à la revente	86	1 274 064	645 810
Prêts	87	513 640	78 516
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	318 402	314 080
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	406 232 208	379 304 158
Ajustements aux éléments d'actif	91	(412 500)	(78 516)
	92	405 819 708	379 225 642
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	104 402 668 )(	95 195 831)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	711 575 )(	630 546)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	5 708 412	6 402 695
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	1 262 868	549 950
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	420 549	256 983
	98 (	97 722 414 )(	88 616 749)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ())
	100 (	97 722 414 )(	88 616 749)
	101	308 097 294	290 608 893

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Mirabel parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire gagné à chaque année (pour le groupe des cadres, ce salaire est indexé).

En bref, le Régime est à prestations déterminées. Les cotisations salariales des participants et de l'employeur ainsi que la rente viagère, la prestation de rattachement varient selon le groupe d'employés (policier, cadre, manuel, bureau). Le salaire final correspond au salaire annuel moyen des trois années les mieux rémunérées de service du participant (salaire indexé pour le groupe des cadres). La dernière évaluation actuarielle du Régime était au 31 décembre 2018.

Finalement, en vertu de la Loi RRSB, le financement des régimes municipaux est dorénavant effectué par le biais de deux volets distincts : un volet pour le service avant le 1er janvier 2014 et un volet pour le service à compter du 1er janvier 2014.

De plus, la Ville offre actuellement aux retraités et futurs retraités faisant partie du groupe des cadres des avantages complémentaires de retraite (Programme supplémentaire) de type prestations déterminées. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2018 pour le Programme supplémentaire.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (858 000)	(617 000)
Charge de l'exercice	4 (2 529 000)	(3 109 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 694 000	2 868 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (1 693 000)	(858 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 109 041 000	104 838 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (111 728 000)	(105 069 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (2 687 000)	(231 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 994 000	(627 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (1 693 000)	(858 000)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (1 693 000)	(858 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 109 041 000	104 838 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (111 728 000)	(105 069 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (2 687 000)	(231 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 4 550 000	4 346 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 4 550 000	4 346 000
Cotisations salariales des employés	21 (2 254 000)	(1 447 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 2 296 000	2 899 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 210 000	203 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 2 506 000	3 102 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 5 873 000	5 659 000
Rendement espéré des actifs	33 (5 850 000)	(5 652 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 23 000	7 000
Charge de l'exercice	35 2 529 000	3 109 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 4 951 000	6 248 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (5 850 000)	(5 652 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (899 000)	596 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (932 000)	(611 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 4 696 000	3 755 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 109 328 000	107 671 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 264 000	231 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 7 545 000	7 380 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 4 181 000	5 382 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,31 %	5,59 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,60 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	<u>3</u>
Autres avantages sociaux futurs	54	<u> </u>

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville offre actuellement aux retraités et futurs retraités faisant partie du groupe des cadres des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective, Plan d'incitation et de reconnaissance (volet 1 et volet 2)) de type prestations déterminées.

Le Régime comprend de l'assurance vie pour les retraités et leurs personnes à charge, de l'assurance décès et mutilation accidentels pour les retraités et des prestations de soins de santé pour les retraités et leurs personnes à charge. Les protections se terminent lorsque le retraité atteint l'âge de 65 ans. La Ville paie 100 % des primes pour les retraités et les personnes à charge, et ce, pour toutes les protections.

La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2020 pour le Régime d'assurance collective. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2018 pour le volet 1. La plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2020 pour le volet 2. Le programme d'incitation et de reconnaissance prévoit le versement de prestations basées sur l'âge et les années de service à la retraite.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (2 662 000)	(2 663 000)
Charge de l'exercice	56 (196 000)	(289 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 206 000	290 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (2 652 000)	(2 662 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (2 684 000)	(2 443 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (2 684 000)	(2 443 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 32 000	(219 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (2 652 000)	(2 662 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (2 652 000)	(2 662 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (2 684 000)	(2 443 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (2 684 000)	(2 443 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 233 000	216 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 233 000	216 000
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 233 000	216 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (105 000)	(8 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 128 000	208 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 68 000	81 000
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 68 000	81 000
Charge de l'exercice	87 196 000	289 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 (146 000)	66 000
Prestations versées au cours de l'exercice	92 206 000	290 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 11	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,00 %	2,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 5,85 %	7,75 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,20 %	5,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2036	2028
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		
	111		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112	2	
Description des régimes et autres renseignements			
La Ville de Mirabel contribue à un régime de retraite pour les pompiers à temps partiels. Elle contribue un montant équivalent à ce que l'employé verse jusqu'à un maximum de 2.50% du salaire horaire gagné.			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113	31 412	18 979
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115	6 400	5 129
Autres régimes	116		
	117	37 812	24 108

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Cotisations des élus au RREM	119	34 293	26 337
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	113 376	89 248
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	28 354	29 295
	122	141 730	118 543
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2020	2020	2020	2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	47 285 800	47 933 038	45 128 693
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	6 390 900	6 492 310	6 617 598
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			44 913
Autres	8			
	9	53 676 700	54 425 348	51 791 204
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	5 988 700	5 845 267	5 432 353
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	719 600	674 980	700 613
Matières résiduelles	13	6 200	6 660	8 305
Autres				
▪ Tarifs	14	13 200	16 150	15 225
▪ Entretien des fossés	15	55 600		24 661
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	315 000	326 329	322 236
Service de la dette	18	4 876 300	4 754 446	4 620 127
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21	1 509 400	1 509 239	538 305
	22	13 484 000	13 133 071	11 661 825
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	13 484 000	13 133 071	11 661 825
	27	67 160 700	67 558 419	63 453 029

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	2020	2020	2020	2019
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	9 000	7 998	8 009
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	9 000	7 998	8 009
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	92 200	95 440	87 533
Cégeps et universités	34	5 700	5 938	6 035
Écoles primaires et secondaires	35	469 700	482 638	477 487
	36	567 600	584 016	571 055
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	576 600	592 014	579 064
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	1 785 700	1 835 704	1 510 044
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	1 200	1 217	1 117
Taxes d'affaires	44			
	45	1 786 900	1 836 921	1 511 161
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	2 363 500	2 428 935	2 090 225

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2020	2020	2020	2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54	52 500	60 247	48 167
Sécurité incendie	55		21 192	17 875
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	33 300	34 962	32 100
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	124 800	128 873	68 137
Réseau de distribution de l'eau potable	69	68 100	70 117	65 882
Traitement des eaux usées	70	5 000	5 048	6 151
Réseaux d'égout	71	328 100	252 617	65 882
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	640 000	656 663	645 954
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			18 729
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	83 000	17 878	17 878
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2020	2020	2020	2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	90 000	83 747	94 862
Promotion et développement économique	85	212 000	116 786	77 322
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	28 800	37 608	48 684
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	128 800	168 831	130 368
Autres	89	21 700	21 671	22 541
Réseau d'électricité	90			
	91	1 816 100	1 676 240	1 342 654

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2020	2020	2020	2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92	160 000	7 550	7 550
Sécurité publique				
Police	93			30 000
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	1 091 100	457 987	457 987
Enlèvement de la neige	98			15 775
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	4 053 125	1 710 000	1 710 000
Traitement des eaux usées	109			152 563
Réseaux d'égout	110	4 812 375	1 815 300	1 815 300
14 972				
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFÈRTS (suite)				
TRANSFÈRTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFÈRTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			50 000
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	91 000	1 370 125	1 370 125
Activités culturelles				18 400
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	10 207 600	5 360 962	5 360 962
				281 710

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>
TRANSFERTS (suite)	2020	2020	2020	2019
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134	160 000	128 260	128 260
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	910 000	1 303 751	1 303 751
Fonds de développement des territoires	136	526 800	521 941	521 941
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotation spéciale de fonctionnement	138	459 000	458 278	458 278
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139	374 400	370 972	370 972
Autres	140	66 000	4 951 403	4 951 403
	141	2 496 200	7 734 605	7 734 605
TOTAL DES TRANSFERTS	142	14 519 900	14 771 807	14 772 518

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2020	2020	2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	143	2 800	1 740	681
Évaluation	144			
Autres	145			
	146	2 800	1 740	681
Sécurité publique				
Police	147	2 314 700	2 288 884	2 273 318
Sécurité incendie	148	250 000	144 855	229 857
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	2 564 700	2 433 739	2 503 175
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152	9 600	8 934	11 486
Enlèvement de la neige	153	6 300	6 866	6 560
Autres	154			
Transport collectif	155		46 671	62 361
Autres	156			
	157	15 900	62 471	80 407
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	2 000	2 000	2 000
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	164			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	2 000	2 000	2 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité				
	183			
	184	2 585 400	2 499 950	2 586 263

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186	17 000	13 732	13 732
Autres	187	764 100	783 448	774 281
	188	781 100	797 180	774 281
Sécurité publique				
Police	189	24 500	41 644	41 644
Sécurité incendie	190			75 990
Sécurité civile	191			
Autres	192			
	193	24 500	41 644	41 644
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194	72 600	95 480	95 480
Enlèvement de la neige	195	300 700	315 856	315 856
Autres	196	73 100	44 777	44 777
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201			
	202	446 400	456 113	456 113
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204	75 000	98 832	98 832
Réseaux d'égout	205	725 800	842 124	842 124
	206	79 900	108 814	108 814
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207			2 794
Matières recyclables	208	2 800		5 589
Autres	209			
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211		34 917	34 917
Autres	212			13 831
	213	883 500	1 084 687	1 084 687
				927 692

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218	82 300	82 350	80 950
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220	15 300	3 331	6 594
Autres	221			
	222	97 600	85 681	87 544
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	1 700 400	780 546	2 243 824
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	34 900	8 211	40 396
Autres	225	254 500	98 848	263 180
	226	1 989 800	887 605	2 547 400
Réseau d'électricité				
	227			
	228	4 222 900	3 352 910	4 866 539
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	6 808 300	5 852 860	7 452 802

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	838 100	1 000 796	1 044 743
Droits de mutation immobilière	231	5 684 400	9 031 931	7 667 553
Droits sur les carrières et sablières	232	2 660 800	2 213 074	1 037 291
Autres	233			
	234	9 183 300	12 245 801	9 749 587
AMENDES ET PÉNALITÉS	235	3 766 000	3 472 236	3 428 466
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	236	766 800	611 158	1 075 843
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	237	940 500	554 761	920 834
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238	40 000	(10 395)	1 048
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239	625 000		1 261 715
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241	9 155 700	9 511 342	5 485 684
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243	120 000	24 552	24 552
Autres contributions	244	53 300	32 423	164 819
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	1 637 000	785 540	625 869
	247	11 631 000	10 343 462	7 539 135
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	248			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 110 000	1 116 079	1 442	1 117 521	1 117 521	1 020 078
Greffe et application de la loi	2	1 616 500	1 507 554	2 731	1 510 285	1 510 285	1 485 457
Gestion financière et administrative	3	2 495 600	2 321 587	25 451	2 347 038	2 347 038	2 258 509
Évaluation	4	432 900	420 770		420 770	420 770	769 505
Gestion du personnel	5	705 600	739 392	2 349	741 741	741 741	616 625
Autres							
▪ Autres	6	2 582 900	2 171 205	269 675	2 440 880	2 440 880	2 259 205
▪	7						
	8	8 943 500	8 276 587	301 648	8 578 235	8 578 235	8 409 379
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	11 731 900	11 630 435	447 594	12 078 029	12 078 029	11 689 850
Sécurité incendie	10	5 419 600	4 599 772	366 637	4 966 409	4 966 409	5 049 203
Sécurité civile	11						
Autres	12	386 700	275 240	3 176	278 416	278 416	348 014
	13	17 538 200	16 505 447	817 407	17 322 854	17 322 854	17 087 067
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	5 776 100	5 414 384	7 367 533	12 781 917	12 781 917	12 344 748
Enlèvement de la neige	15	6 439 500	5 739 078	102 200	5 841 278	5 841 278	4 857 764
Éclairage des rues	16	485 800	403 494	511 727	915 221	915 221	910 719
Circulation et stationnement	17	269 400	210 622		210 622	210 622	217 421
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 169 500	2 219 478		2 219 478	2 219 478	2 086 037
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	1 877 900	1 725 304	8 132	1 733 436	1 733 436	1 296 515
	22	17 018 200	15 712 360	7 989 592	23 701 952	23 701 952	21 713 204

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 977 100	3 007 875	618 827	3 626 702	3 258 141
Réseau de distribution de l'eau potable	24	653 700	507 752	2 013 027	2 520 779	2 327 098
Traitement des eaux usées	25	1 971 900	1 893 044	1 091 704	2 984 748	2 937 742
Réseaux d'égout	26	1 125 200	901 144	3 921 386	4 822 530	4 635 038
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 769 300	1 764 323		1 764 323	1 596 679
Élimination	28	1 024 300	1 139 089		1 139 089	939 546
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 179 100	1 133 894	12 564	1 146 458	1 010 646
Tri et conditionnement	30	441 100	453 172		453 172	420 856
Matières organiques						
Collecte et transport	31	1 809 100	1 818 903	65 759	1 884 662	1 524 492
Traitement	32	864 600	624 862		624 862	781 883
Matériaux secs	33	640 000	536 654		536 654	531 945
Autres	34	125 400	148 809		148 809	126 384
Plan de gestion						
Autres	36	3 700				
Cours d'eau	37	143 800	48 650	20 584	69 234	40 649
Protection de l'environnement	38	2 468 100	2 314 755	15 392	2 330 147	2 254 424
Autres	39					
	40	17 196 400	16 292 926	7 759 243	24 052 169	22 385 523
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 488 100	1 410 575	4 293	1 414 868	1 414 868	1 302 537
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	220 000	149 058		149 058	149 058	171 969
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	1 663 300	1 411 573	12 517	1 424 090	1 424 090	1 229 304
Tourisme	49						
Autres	50	1 269 600	1 308 730		1 308 730	1 308 730	1 220 193
Autres	51	655 000	1 591 451		1 591 451	1 591 451	1 891 477
	52	5 296 000	5 871 387	16 810	5 888 197	5 888 197	5 815 480
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	60 200	69 696	58 534	128 230	128 230	
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 612 500	2 430 689	576 417	3 007 106	3 007 106	3 197 600
Piscines, plages et ports de plaisance	55	80 000	27 297		27 297	27 297	74 125
Parcs et terrains de jeux	56	4 577 600	3 447 570	1 810 657	5 258 227	5 005 222	6 191 298
Parcs régionaux	57					471 869	566 435
Expositions et foires	58						
Autres	59						
	60	7 330 300	5 975 252	2 445 608	8 420 860	8 639 724	10 029 458
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	3 026 300	2 018 774	677 947	2 696 721	2 696 721	3 259 809
Bibliothèques	62	1 985 300	1 751 220	113 304	1 864 524	1 864 524	2 116 368
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	5 011 600	3 769 994	791 251	4 561 245	4 561 245	5 376 177
	67	12 341 900	9 745 246	3 236 859	12 982 105	13 200 969	15 405 635

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	2 331 000	2 305 044		2 305 044	2 318 375
Autres frais	70	216 100	218 712		218 712	220 372
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		91 000		91 000	88 000
Autres	72	99 600	(40 137)		(40 137)	(10 732)
	73	2 646 700	2 574 619		2 574 619	2 589 610
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	21 576 000	20 121 559	(20 121 559)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Mirabel | 74005 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	4 488 257	4 488 257	1 399 271	
Usines de traitement de l'eau potable	2	69 506	69 506	114 621	
Usines et bassins d'épuration	3	120 965	120 965	32 485	
Conduites d'égout	4	7 575 559	7 575 559	3 304 274	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	7 968 014	7 968 014	9 053 714	
Ponts, tunnels et viaducs	7	2 432 523	2 432 523	343 507	
Systèmes d'éclairage des rues	8	727 864	727 864	628 437	
Aires de stationnement	9				
Parcs et terrains de jeux	10	3 575 208	3 575 208	755 780	
Autres infrastructures	11	336 077	336 077	303 556	
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13	545 955	545 955	1 213 875	
Édifices communautaires et récréatifs	14	14 200 781	14 200 781	5 834 479	
Améliorations locatives	15				
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17	1 397 712	1 397 712	1 320 780	
Ameublement et équipement de bureau	18	181 348	181 348	240 305	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	813 526	813 526	729 473	
Terrains	20	1 739 333	1 739 333	681 227	
Autres	21			6 683	
	22	46 172 628	46 172 628	25 962 467	

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
Conduites d'eau potable	23	1 747 017	1 747 017	353 476	
Usines de traitement de l'eau potable	24	69 506	69 506	79 218	
Usines et bassins d'épuration	25	120 965	120 965	32 485	
Conduites d'égout	26	2 915 859	2 915 859	242 642	
Autres infrastructures	27	4 806 424	4 806 424	3 496 862	
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
Conduites d'eau potable	28	2 741 240	2 741 240	1 045 795	
Usines de traitement de l'eau potable	29			35 403	
Usines et bassins d'épuration	30				
Conduites d'égout	31	4 659 700	4 659 700	3 061 632	
Autres infrastructures	32	10 233 262	10 233 262	7 588 132	
Autres immobilisations	33	18 878 655	18 878 655	10 026 822	
	34	46 172 628	46 172 628	25 962 467	

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	370 859	18 212	254 986	134 085
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	43 081 714	2 161 070	5 859 218	39 383 566
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	45 421 159	21 618 515	8 414 362	58 625 312
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	88 873 732	23 797 797	14 528 566	98 142 963
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 228 278		706 486	5 521 792
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	6 228 278		706 486	5 521 792
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	174 417	12 203		186 620
	14	6 402 695	12 203	706 486	5 708 412
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	78 516	333 984		412 500
Autres	17	471 434	378 934		850 368
	18	6 952 645	725 121	706 486	6 971 280
	19	95 826 377	24 522 918	15 235 052	105 114 243
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	95 826 377	24 522 918	15 235 052	105 114 243

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	104 539 868
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	5 876 732
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	134 085
Débiteurs	9	5 505 313
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	193 154
Autres		
▪ Débiteurs non appl. remb.dette	13	186 620
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	104 397 428
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	557 896
Endettement net à long terme	17	104 955 324
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	397 498
Autres organismes	20	6 007 000
Endettement total net à long terme	21	111 359 822
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	111 359 822
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 169 500	2 219 478	2 219 478
Autres	10			2 086 037
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	1 269 600	1 308 730	1 308 730
Autres	21			1 220 193
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	215 600	253 005	
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	3 654 700	3 781 213	3 528 208
				3 306 230

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020*Non audité*

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	46 068 157	25 618 116
Frais de financement	4	104 471	337 668
Autres	5		
	6	46 172 628	25 955 784

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	60,77	35,00	114 978,00	6 000 392	2 483 373	8 483 765
Professionnels	2	5,20	35,00	9 459,00	346 205	91 262	437 467
Cols blancs	3	106,72	32,50	189 829,00	5 492 813	1 879 641	7 372 454
Cols bleus	4	89,52	40,00	181 760,00	5 025 479	1 777 849	6 803 328
Policiers	5	71,32	36,60	136 500,00	5 763 074	1 813 828	7 576 902
Pompiers	6	39,28	35,00	76 234,00	2 327 131	729 217	3 056 348
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	372,81		708 760,00	24 955 094	8 775 170	33 730 264
Élus	9	9,00			639 091	387 572	1 026 663
	10	381,81			25 594 185	9 162 742	34 756 927

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	128 873				128 873
Réseau de distribution de l'eau potable	13	70 117	425 988	1 284 012		1 780 117
Traitement des eaux usées	14	5 048				5 048
Réseaux d'égout	15	115 581	452 219	1 500 117		2 067 917
Autres	16	8 950 731	1 835 662	3 459		10 789 852
	17	9 270 350	2 713 869	2 787 588		14 771 807

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	4 244	4 378
Évaluation	2		
Autres	3	26 424	23 987
	4	30 668	28 365
Sécurité publique			
Police	5	56 723	53 448
Sécurité incendie	6	13 680	16 103
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	70 403	69 551
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	941 104	974 721
Enlèvement de la neige	11	2 352	2 418
Autres	12	78 297	60 368
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 021 753	1 037 507
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	194 670	222 590
Réseau de distribution de l'eau potable	17	249 773	254 655
Traitement des eaux usées	18	262 731	307 575
Réseaux d'égout	19	476 234	476 021
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	54	253
Matières recyclables	21	50	
Autres	22		
Cours d'eau	23	871	924
Protection de l'environnement	24	420	266
Autres	25		
	26	1 184 803	1 262 284
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	2 881	2 833
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	5 727	5 626
Autres	34		
	35	8 608	8 459
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	148 911	123 669
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	11 095	14 735
Autres	38	98 378	111 124
	39	258 384	249 528
Réseau d'électricité			
	40		
	41	2 574 619	2 655 694

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Jean Bouchard	Maire	141 978	17 044	19 250	
Patrick Charbonneau	Maire suppléant	125 859	17 044		
François Bélanger	Conseiller	44 317	17 044		
Francine Charles	Conseiller	40 912	17 044		
Robert Charron	Conseiller	40 912	17 044		
Guyline Coursol	Conseiller	40 912	17 044		
Isabelle Gauthier	Conseiller	40 912	17 044		
Marc Laurin	Conseiller	40 912	17 044		
Michel Lauzon	Conseiller	40 912	17 044		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | <u>22 000 000</u> \$ | | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| | | | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | | |
|--|---|-------------------------------------|--|---|--------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input checked="" type="checkbox"/> | | 6 | <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | <u>2 918 865</u> \$ | | | |

- | | | | | | |
|---|---|-------------------------------------|--|---|--------------------------|
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input checked="" type="checkbox"/> | | 9 | <input type="checkbox"/> |
|---|---|-------------------------------------|--|---|--------------------------|

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	10	_____		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	11	_____	3 830	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	12	_____		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	13	_____		\$
Ligne 12 : Placements de portefeuille	14	_____		\$
Ligne 13 : Débiteurs	15	_____	2 324	\$
Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	16	_____	324 500	\$
Ligne 15 : Provision pour moins-value	17	_____		\$
Ligne 18 : Créanciers et charges à payer	18	_____	71 864	\$
Ligne 19 : Revenus reportés	19	_____		\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :		
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	20 <input checked="" type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	22	976 564 \$
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020	25	\$
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	28	\$
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	31	\$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	32 <input checked="" type="checkbox"/>	33 <input type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	34 <input type="checkbox"/>	35 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :		
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	36 <input type="checkbox"/>	37 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	38	\$
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	39 <input checked="" type="checkbox"/>	40 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	41	759 800 \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	42 <input checked="" type="checkbox"/>	43 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	44	879 481 \$
b) autres formes d'aide	45	55 511 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
 - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 1096-11-2019
- b) Date d'adoption de la résolution 59 2019-11-25
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Mirabel | 74005 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la Ville de Mirabel,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE DE MIRABEL (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII. 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII. 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés

Mélanie Therrien

Mélanie Therrien, CPA auditrice, CA
Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.
Blainville, le 6 mai 2021.

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	67 558 419
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>879 481</u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	(232 152)
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	879 481
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	551 109
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	14 723 319
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	326 329
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>52 604 991</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	8 589 027 200
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>8 711 829 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>8 650 428 100</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<u>0,6081 / 100 \$</u>
--	----	------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ». Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
3. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Ville de Mirabel | 74005 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	49 158 100
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	6 811 000
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	55 969 100

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	6 082 300
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	700 700
Matières résiduelles	13	7 200
Autres		
▪ Tarif	14	15 700
▪ Entretien des fossés	15	164 100
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	320 000
Service de la dette	18	4 519 000
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	564 300
	22	12 373 300
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	12 373 300
	27	68 342 400

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	8 800
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	8 800

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	91 400
Cégeps et universités	7	5 700
Écoles primaires et secondaires	8	635 800
	9	732 900

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	741 700

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 852 600
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	1 200
Taxes d'affaires	17	
	18	1 853 800

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	2 595 500

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotations à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	6 457 056 457	x 0,4120 /100 \$	26 603 100				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	249 343 303	x 0,4180 /100 \$	1 042 300				
Immeubles non résidentiels	4	974 958 575	x /100 \$					
Immeubles industriels	5	531 554 180	x 1,5470 /100 \$	8 223 100				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7		x /100 \$					
Immeubles agricoles	8	793 857 900	x 0,2750 /100 \$	2 183 100				
Total	9			38 051 600	(705 300)	(184 500)	11 996 300	49 158 100
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11	6 457 056 457	x 0,0570 /100 \$	3 680 500				
Immeubles de 6 logements ou plus	12	249 343 303	x 0,0580 /100 \$	144 600				
Immeubles non résidentiels	13	974 958 575	x /100 \$					
Immeubles industriels	14	531 554 180	x 0,2150 /100 \$	1 142 800				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17	793 857 900	x 0,0380 /100 \$	301 700				
Total	18			5 269 600	(98 000)	(25 600)	1 665 000	6 811 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
Total	27				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
Total	36				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	x	%		()	()		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	230,00 \$
Égout	2	\$
Eau et égout	3	\$
Traitement des eaux usées	4	\$
Matières résiduelles	5	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
-------------	------	------	----------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	13 429 800	8 584 028			1 186 874	2 484 776
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	1 300 934	288 240			47 303	15 446
Autres	5	730 284	646 342			459 469	177 669
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	15 461 018	9 518 610			1 693 646	2 677 891

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	28 599 801	429 923	1 253 898	55 969 100
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	1 920 655	11 576	934 846	4 519 000
Autres	5	5 494 070	10 766	15 700	7 534 300
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	36 014 526	452 265	2 204 444	68 022 400

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input checked="" type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
Taxe foncière générale - immeubles non résidentiels : 1.160\$ du 100\$			
Taxe foncière spéciale - immeubles non résidentiels : 0.161\$ du 100\$			
Assiette d'application imposable : 972 496 075 \$			
Taxe foncière générale - immeubles non résidentiels (cannabis) : 1.547\$ du 100\$			
Taxe foncière spéciale - immeubles non résidentiels (cannabis) : 0.215\$ du 100\$			
Assiette d'application imposable : 2 462 500 \$			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	1 758 500 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	_____ \$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	<u>2020-12-14</u>	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>108 437 200</u> \$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>9 608 800</u> \$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>2 341 500</u> \$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>1 649 000</u> \$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Jeannic D'Aoust, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Mirabel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 24 mai 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Mirabel.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Mirabel consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Mirabel détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-05-06 16:31:20

Date de transmission au Ministère :

Certificate Of Completion

Envelope Id: B4440A5B17224025BB29AE6541F6A426
 Subject: iFirm: e-Signature - BL 709687 201231 Audit 2020 signatures
 Source Envelope:
 Document Pages: 99 Signatures: 2
 Certificate Pages: 1 Initials: 0
 AutoNav: Enabled
 Enveloped Stamping: Enabled
 Time Zone: (UTC-08:00) Pacific Time (US & Canada)

Status: Completed

Envelope Originator:
 Amyot Gélinas s.e.n.c.r.l.
 portail_ag@amyotgelinas.com
 IP Address: 13.88.229.221

Record Tracking

Status: Original
 5/6/2021 2:13:14 PM

Holder: Amyot Gélinas s.e.n.c.r.l.
 portail_ag@amyotgelinas.com

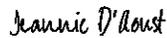
Location: DocuSign

Signer Events

Jeannic D'Aoust
 j.daoust@mirabel.ca

Security Level:
 .Email
 ID: 33620bfa-f11b-4c14-82d8-b7385208041e
 5/6/2021 2:15:53 PM

Signature



Signature Adoption: Pre-selected Style
 Using IP Address: 24.37.177.2

Timestamp

Sent: 5/6/2021 2:14:03 PM
 Viewed: 5/6/2021 2:15:57 PM
 Signed: 5/6/2021 2:16:44 PM

Electronic Record and Signature Disclosure:
 Not Offered via DocuSign

In Person Signer Events

Signature

Timestamp

Editor Delivery Events

Status

Timestamp

Agent Delivery Events

Status

Timestamp

Intermediary Delivery Events

Status

Timestamp

Certified Delivery Events

Status

Timestamp

Carbon Copy Events

Status

Timestamp

Witness Events

Signature

Timestamp

Notary Events

Signature

Timestamp

Envelope Summary Events

Status

Timestamps

Envelope Sent Hashed/Encrypted
 Certified Delivered Security Checked
 Signing Complete Security Checked
 Completed Security Checked

5/6/2021 2:14:04 PM
 5/6/2021 2:15:57 PM
 5/6/2021 2:16:44 PM
 5/6/2021 2:16:44 PM

Payment Events

Status

Timestamps